

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2237 - 17 juin 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Peugeot-Citroën
et les autres...**

**Le grand
patronat
fabrique le
chômage**

**La Fête
de Lutte Ouvrière**



SOMMAIRE

Leur société

p. 4/5 ■ Groupe PSA

■ Non aux fermetures ! Partage du travail !

■ La Saga de Sevelnord à Hordain... et ses suites

p. 6 ■ Cité des Tarterêts-Corbeil-Essonne : Echauffourées et climat dégradé

■ Montreuil : Effondrement d'un immeuble insalubre : trois morts

p. 14 ■ L'augmentation des salaires, une nécessité

■ Plus il y a d'élèves moins il y a d'enseignants

■ Corrèze : tempête dans un verre de gentiane

La fête de Lutte Ouvrière

p. 7/10/11 ■ Extraits des allocutions de Nathalie Arthaud

p. 8/9 ■ La fête en photos

Dans le monde

p. 12 ■ Grèce : la pression constante du capital financier

■ Espagne : les indignés lèvent le camp

p. 13 ■ Italie : les référendums des 12 et 13 juin

■ Turquie : les élections du 12 juin

p. 16 ■ Syrie : une mobilisation qui continue

■ Côte d'Ivoire : insécurité et racket

Dans les entreprises

p. 15 ■ SNCF-Lyon : cheminots et usagers mêmes intérêts

■ Martinique : une grève du secteur de la Santé

■ Précaires, sous-payés mais indispensables

■ Decathlon

• Financement de la dépendance

L'État envisage encore de nous faire les poches

En 2004, suite à la vague de décès dus à la canicule et au manque de moyens dans les maisons de retraite, le gouvernement Raffarin avait imposé aux salariés, et seulement à eux, une journée de travail non payée, initialement prévue le lundi de la Pentecôte. Le prétexte était de financer des actions en faveur des personnes âgées et handicapées.

Depuis 2008, cette journée est organisée à la carte ; certains salariés travaillent le lundi de la Pentecôte, d'autres ne travaillent pas mais doivent donner un jour de RTT, ou bien des heures de travail non payées réparties tout au long de l'année.

En 2010, cette « journée de solidarité » a rapporté 2,4 milliards d'euros à l'État. Mais chaque année ce dernier détourne une partie de l'argent récolté pour renflouer les caisses de l'Assurance maladie, alors même que cet organisme diminue ses dépenses en faveur des personnes âgées. Le président de l'ADPA (Association des directeurs au service des

personnes âgées, qui regroupe de nombreux établissements d'hébergement) assure que 378 millions ont ainsi été détournés en 2010 de l'objectif initialement prévu.

Alors que le gouvernement se penche actuellement sur le problème de la dépendance, et devrait annoncer les mesures qu'il envisage de prendre d'ici la fin juillet, certains parlementaires UMP avancent l'idée d'une deuxième « journée de solidarité ». Interrogée sur Europe 1 à ce sujet, la secrétaire d'État aux Solidarités Marie-Anne Montchamp a affirmé qu'elle trouvait « personnelle » l'idée « intéressante », précisant qu'on « pourrait lui donner une assiette plus large », en mettant à contribution les professions libérales en plus des salariés. D'autres élus de la majorité évoquent un relèvement du taux de la CSG payée par les retraités.

Il n'y a qu'une idée que ces gens-là refusent d'envisager : celle de la prise en charge intégrale de la dépendance par l'État. Cela serait pourtant normal puisqu'il s'agit d'un problème social, lié à l'allongement

• Fête régionale de Lutte Ouvrière

Bourges

Samedi 2 juillet à partir de 18 h 30 à minuit
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix
(à quinze kilomètres au nord de Bourges)

Au cours de cette fête, Nathalie ARTHAUD prendra la parole à 18 heures



de la durée de la vie. Quant à son financement, le montant actuel des impôts devrait largement suffire à cette prise en charge. À condition, bien sûr, de prendre sur les dizaines de milliards d'euros que le gouvernement accorde chaque année au patronat et aux grandes

entreprises, sous forme d'exonérations d'impôt et de cotisations, ou de subventions. Mais patrons et actionnaires ont assez de larbins au gouvernement et dans les rangs de l'Assemblée pour écarter cette idée.

Roger MEYNIER

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière**

en les envoyant à l'adresse suivante :
**LUTTE OUVRIÈRE BP 233
75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

**Lutte Ouvrière
l'hebdomadaire**

www.lutte-ouvriere-journal.org

**Lutte Ouvrière
multimédia
(télé, radio, CLT)**

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Lutte Ouvrière
audio**

(version parlée de nos textes)
www.lutte-ouvriere-audio.org

**La lettre d'information
hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

Peugeot-Citroën et les autres : ceux qui fabriquent le chômage

La CGT vient de rendre public un document interne à la direction du trust Peugeot-Citroën PSA qui prévoit la fermeture de trois usines de PSA à Aulnay et à Madrid, ainsi que Sevelnord à Hordain, géré en commun avec Fiat. Ce document est révélateur de la façon dont le grand patronat fabrique le chômage. Il l'est aussi de la façon cynique dont il cache ses plans aux travailleurs.

Le projet date de début 2010. Cela signifie que, dans le petit cercle confidentiel des hauts cadres, quelques individus planchaient dessus depuis bien longtemps. Depuis au moins deux ans, février 2009, ont commencé les premiers transferts en fonction d'une future réorganisation, notamment celui du fournisseur de sièges Lear.

L'année d'avant, une des deux lignes de production a été arrêtée à Aulnay. Puis l'usine de Melun a été fermée. À l'usine de Sochaux, le projet est annoncé de fermer le secteur Mécanique avec ses 600 ouvriers.

Peugeot-Citroën est un des trusts les plus riches du pays. Il n'est pas en difficulté. En 2010, le nombre de voitures vendues a battu un record historique. Ses bénéficiaires en 2010 ont dépassé le milliard et, cumulés depuis 2004, ils ont atteint la somme de 5,72 milliards. C'est pourtant la rentabilité qui a été invoquée pour justifier leur fermeture programmée. De l'argent, il en a pourtant, de quoi payer le PDG 9000 euros par jour, samedi et dimanche compris !

Faut-il rappeler que, pour aider ces messieurs les actionnaires de l'industrie automobile, au plus fort de la crise, en 2008, l'État a mis la main à la poche ? Il a débloqué trois milliards de prêts pour Peugeot, trois milliards pour Renault. Il a secouru leurs filiales financières. Il a inventé la « prime à la casse » qui lui a coûté plusieurs centaines de millions. Le prétexte invoqué par l'État pour justifier cette générosité était la sauvegarde de l'emploi. La direction de PSA s'était engagée à ne pas fermer de sites en France. Eh bien, au moment même où les dirigeants de Peugeot-Citroën apposaient leur signature sur cette promesse, ils étaient en train de travailler sur la fermeture de trois usines, dont deux en France !

Il y a 4000 travailleurs sur le seul site d'Aulnay. C'est une des rares grandes usines qui restent sur le département de Seine-Saint-Denis. Sa fermeture serait un

drame pour les travailleurs qui seront mis dehors. Mais cela sera aussi une catastrophe pour tous les jeunes de ce département sinistré. Des jeunes qui ont déjà du mal à trouver du travail et qui en trouveront encore moins ! Sans même parler des contrecoups du côté des sous-traitants.

Et ensuite, on nous fera des discours sur le chômage des jeunes, sur l'insécurité dans la banlieue ! Mais le chômage, ce sont eux qui le fabriquent, les actionnaires, les dirigeants de Peugeot comme leurs semblables d'autres entreprises. La pauvreté, la ghettoïsation des quartiers populaires, l'insécurité, ce sont eux ! Ce sont des irresponsables dangereux.

Rien qu'en répartissant le travail entre tous à l'intérieur même du trust, les emplois seraient préservés. Mais non, le choix fait par PSA, c'est de mettre à la porte plusieurs milliers de travailleurs et de faire travailler encore plus et plus durement ceux qui restent.

Tout cela nous conforte dans l'idée que si, demain, il y a de grandes luttes ouvrières, il faut imposer le contrôle des travailleurs et de la population sur les entreprises et la façon dont elles sont gérées. Il faut lever le secret des affaires sur toutes les décisions, surtout celles qui engagent la vie de milliers de personnes.

Devant le scandale provoqué par la révélation de leur plan secret, les dirigeants de Peugeot-Citroën se sont répandus en déclarations pour affirmer que « le plan n'est pas d'actualité ». C'est la version que le PDG a dû donner au ministre de l'Économie qui l'avait convoqué en urgence. Celui-ci s'est déclaré « rassuré » par la réponse du PDG, relayé le lendemain par Fillon lui-même.

Mais les travailleurs des sites menacés n'ont aucune raison, eux, d'être rassurés. C'est de leur emploi, c'est de leur peau qu'il s'agit. Ce qui se prépare chez Peugeot-Citroën concerne tous les travailleurs, et pas seulement par solidarité. Qui peut savoir dans combien d'autres entreprises et dans combien de conseils d'administration on prépare des plans de licenciements que les patrons dissimulent à leurs travailleurs ?

Alors, oui, la seule réponse contre le fléau du chômage est d'imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire !

• EDF

Le racket continue

Les tarifs de l'électricité vont encore augmenter en juillet, de 2,9% pour les particuliers et de 4,9% pour les industriels, alors que le gouvernement leur avait laissé entendre que ce serait autour de 3,4%.

Devant cette hausse inattendue, les industriels ont protesté. Mais on sait qu'ils ont toujours la possibilité de répercuter au moins une partie de leurs dépenses supplémentaires sur les

prix de leurs produits, c'est-à-dire de faire payer les clients.

EDF est bien décidée à continuer sur sa lancée. Tous les prétextes sont bons : la réglementation européenne lui impose, au nom de la libre concurrence, de vendre le quart de son courant d'origine nucléaire à des sociétés de distribution comme Poweo. Elle vient de fixer son tarif à 40 euros le mégawatt-heure en juillet, puis 42 euros

en janvier 2012, en arguant de la nécessité d'investir pour sécuriser les centrales nucléaires et développer les énergies renouvelables. La très officielle Commission de régulation de l'énergie a d'ailleurs prévu que les tarifs risquaient d'augmenter de 25 à 30% d'ici 2015.

Les consommateurs ordinaires, eux, n'ont pas d'autre possibilité que de payer ou de se faire couper le courant. En

un an, les hausses se sont accumulées : 3% en août 2010, 3% en janvier 2011 et encore presque 3% en juillet. Le gouvernement a juré qu'il n'y aurait pas d'autre hausse avant juillet 2012, élections obligent sans doute... Mais après, mettra-t-il les bouchées doubles ?

En tout cas, même ainsi, la facture devient de plus en plus insupportable, en particulier pour les milieux modestes.

L'hiver dernier, on a vu apparaître dans les statistiques de l'Insee plus de trois millions de ménages en « précarité énergétique ». Après les hausses du fuel, celles de l'électricité vont rendre la vie impossible à une partie de plus en plus importante de la population, tout cela pour payer en réalité les dettes et les investissements spéculatifs d'EDF.

Sylvie MARÉCHAL

• Groupe PSA

Non aux fermetures ! Partage du temps de travail !

La direction du groupe PSA, depuis plusieurs années, a prévu de fermer trois sites de production : Aulnay-sous-Bois, Sevelnord et Madrid. Elle espérait pouvoir continuer de cacher ses intentions pendant encore un an... mais ses plans ont été révélés publiquement.

Jeudi 9 juin, lors d'une conférence de presse organisée au siège de la CGT, des militants syndicaux du groupe et des responsables de la fédération de la métallurgie annonçaient la nouvelle : un document confidentiel de la direction, daté du mois d'août 2010, program-mait noir sur blanc la fermeture des sites d'Aulnay-sous-Bois, de Sevelnord à Hordain et de Madrid.

Aussitôt largement relayée par les médias, cette annonce a eu pour première conséquence une véritable panique à la direction du groupe. Celui-ci a commencé par convoquer une audioconférence avec la presse, pour tenter de démentir ces informations, puis a convoqué séance tenante les syndicats du groupe au siège de PSA pour... leur confirmer à demi-mot les informations révélées par la CGT : le patron du groupe lui-même, Philippe Varin, et le directeur industriel Denis Martin, visiblement hors de lui, reconnaissaient que cette note était bien réelle, et que le groupe n'avait aucune garantie à donner sur l'avenir du site d'Aulnay après la fin de vie du véhicule C3 actuellement assemblé dans cette usine.

LE PLAN SECRET DE VARIN

Que dit cette note confidentielle révélée au public ? Il s'agit d'un plan de bataille précis, sur plusieurs années, secrètement concocté par les professionnels de la bourgeoisie pour améliorer ce qu'ils appellent l'efficacité industrielle, c'est-à-dire, en français courant, les profits. Le problème de la direction n'est nullement de faire face à une baisse des ventes – celles du groupe ont touché un record historique l'an dernier – mais de réussir à produire autant en dépensant moins sur les salaires. Il s'agit donc, d'une part, de priver de leur emploi plusieurs milliers de travailleurs et, de l'autre, d'aggraver l'exploitation pour ceux qui récupèrent la production des usines menacées. Dans le langage glacé des patrons, cette attaque brutale contre les travailleurs s'appelle : « formater l'outil industriel » et « adapter les capacités pour de meilleures performances », afin de « restaurer une rentabilité satisfaisante ». On

croit rêver : rappelons que PSA a réalisé 5,7 milliards de profits dans les sept dernières années, et qu'il y a moins d'un mois les actionnaires se sont voté rien moins que 257 millions d'euros de dividendes ! Mais cela ne représente évidemment pas une « rentabilité satisfaisante » pour des actionnaires qui n'en ont jamais assez.

La direction du groupe a donc décidé – insistons, il s'agit bien de décisions, et non d'hypothèses comme le prétend aujourd'hui Varin – en janvier 2010 d'affecter à l'usine de Poissy la production des C3 actuellement fabriquées à Aulnay – c'est-à-dire de surcharger de travail les ouvriers de Poissy – et de fermer Aulnay. Ou plutôt – pardon – de « créer un pôle majeur unique région parisienne », une « usine unique d'excellence ». Qu'en termes choisis ces choses-là sont dites ! Chez PSA, on ne ferme pas d'usine, on ne prive pas d'emploi 3 500 ouvriers et des milliers de sous-traitants : on « crée » une usine unique.

La direction a prévu tous les détails de cette fermeture, notamment la somme que rapportera la vente du terrain de l'usine d'Aulnay : 300 millions d'euros – ce qui permettra, selon la note, « un retour sur investissement de l'opération inférieur à dix ans ».

Il est également écrit noir sur blanc dans cette note que la fermeture, prévue courant 2014, ne devait être annoncée qu'au deuxième semestre 2012, pour se caler « sur le calendrier électoral français » : en clair, l'annonce devait se faire après les élections, à la fois pour ne pas mettre en difficulté le gouvernement actuel et surtout, sans doute, pour éviter que la fermeture d'Aulnay ne devienne un enjeu de la campagne électorale. C'est raté.

La note précise ensuite que la direction « examine l'avenir » – c'est-à-dire envisage sérieusement la fermeture – des usines de Madrid et de Sevelnord à Hordain, et envisage de créer une usine dans un pays où les salaires sont dérisoires, Maroc, Turquie ou Europe de l'Est. Pour le choix du pays, le patron paiera un cabinet de consultants.



Lors d'une manifestation à Paris, le 29 janvier 2009.

UNE FERMETURE ANNONCÉE

Quelles que soient les tentatives pitoyables de démenti de la direction, il suffit d'ouvrir les yeux, à l'usine, pour savoir qu'il s'agit bien d'un plan non seulement décidé, mais même mis en œuvre depuis au moins trois ans : en juin 2008, l'usine avait déjà été réduite de moitié avec la fermeture d'une des deux lignes de montage. En octobre 2010, l'équipe de nuit était supprimée – avant de rouvrir, comme par hasard, quelques mois plus tard... mais à Poissy. La baisse régulière de la production à Aulnay s'accompagne d'une montée en puissance tout aussi régulière de celle de Poissy, c'est-à-dire d'une aggravation continue de l'exploitation des ouvriers de cette usine. Et dans le même temps, à travers des départs « volontaires » et des mutations vers d'autres sites, la direction s'applique à vider l'usine d'Aulnay – dont les effectifs sont passés de 6 200 ouvriers en 2004 à 3 500 aujourd'hui.

Tout cela faisait pressentir à tous les travailleurs de l'usine que la perspective d'une fermeture était bien réelle.

LES RÉACTIONS À L'USINE

Dès les premières heures qui ont suivi la conférence de presse, les ouvriers de l'usine d'Aulnay ne parlaient plus que de cela : les journaux télévisés où la nouvelle était évoquée tournaient en boucle sur les

téléphones portables. Pour les ouvriers, on passait de la crainte provoquée par les évolutions de ces dernières années à une décision officielle, et chacun a été profondément choqué du cynisme de la direction, de la manière dont elle a menti aux travailleurs depuis des années. Chez les ouvriers les plus combattifs, le sentiment dominant était, dès le lendemain de la conférence de presse, la fierté du fait que les militants de l'usine aient dénoncé publiquement les agissements de la direction, de voir l'affolement des dirigeants et leurs tentatives de se justifier piteusement.

Ce sentiment d'avoir marqué un point est profondément justifié : la direction fait sa petite cuisine, en secret ; dans ses bureaux feutrés, elle décide de la vie de milliers d'ouvriers, et espère que ses décisions resteront secrètes. Eh bien, pour une fois, elle a raté son coup, et elle se retrouve à présent face à des travailleurs qui savent ce qui se prépare et vont avoir le temps de se préparer à riposter. C'est ce que le patron de PSA aurait, à tout prix, voulu éviter.

L'heure est maintenant aux discussions dans les ateliers. Que faire, qu'exiger, comment s'organiser ? Il est évident que la direction va continuer de mentir et de biaiser, pendant des mois. Mais les ouvriers, mieux armés par le fait qu'ils sont au courant du plan de bataille de la direction, ont les moyens de riposter. Il y a dans cette usine

3 500 ouvriers, ce qui représente une force sociale considérable. Face au patron qui va tout essayer pour diviser les travailleurs, en proposant des solutions individuelles, il faudra que s'impose la conscience que c'est seulement en se battant « un pour tous et tous pour un » que l'on pourra s'opposer aux plans du patron.

Il n'y a absolument aucune fatalité à la fermeture d'Aulnay : du travail, il n'y en a que trop ; de l'argent, il y en a plein les coffres des actionnaires. Les usines de Poissy et d'Aulnay ont les mêmes installations, les mêmes lignes de production : il suffit de partager la production entre ces deux sites, en ajustant le temps de travail s'il le faut, et sans un centime de baisse des salaires, pour qu'aucun ouvrier ne perde son emploi.

Cela coûtera de l'argent aux actionnaires ? Et alors ? Cela fait des décennies que ceux-ci – et notamment la famille Peugeot – se gavent grâce au travail des ouvriers du groupe. Il n'est que temps que la colère de ceux-ci permette d'inverser la tendance.

La révélation du plan secret de Varin a mis, indiscutablement, la direction en difficulté. C'est une petite victoire pour les travailleurs. Il reste à présent à organiser la riposte. Il faudra qu'elle soit massive, puissante, explosive – c'est-à-dire à la mesure de l'offensive patronale.

Correspondant LO

De mensonges en mensonges

La direction de PSA n'en finit pas de s'empêtrer dans ses mensonges. Cela ne date pas d'hier. Rappelons qu'en février 2009, au moment où les stratèges du groupe étaient déjà en train de mettre en œuvre le transfert de la production d'Aulnay vers Poissy, la direction de PSA affirmait dans un communiqué de presse, la main sur le cœur : « *PSA ne fermera pas d'usine en France.* » C'est cette déclaration qui avait permis de justifier l'octroi de quelque trois milliards d'euros de prêt à taux préférentiel de la part de l'État.

La veille de la conférence de presse, alors qu'un journaliste ayant eu vent de l'affaire interrogeait la direction de PSA sur cette note, celle-ci lui répondit n'avoir « *jamaï entendu parler* » de ce document ! Le lendemain, après le tollé provoqué par la conférence de presse, nouvelle version : la direction affirmait que cette note n'était qu'une « *hypothèse de travail* ». Et d'affirmer que la fermeture d'Aulnay n'était « *pas d'actualité* ». C'est certainement la seule chose vraie dans tout ce que la direction a affirmé : « *pas d'actualité* », cela veut dire « *pas tout de suite* » – et en effet la fermeture n'est programmée que pour 2013 ou 2014.

Mais cela n'a pas empêché le patron de continuer à distiller ses mensonges à ses différents interlocuteurs. Au gouvernement (en la personne du ministre de l'Industrie Besson), on ne sait pas ce qu'il a dit. Sans doute s'est-il contenté de lui dicter sa déclaration, à savoir que le ministre était « *rassuré* ». Au maire d'Aulnay-sous-Bois, il a juré que la production continuerait au moins jusqu'en 2016... exactement au même moment où il reconnaissait devant les syndicats qu'il n'y avait aucune garantie de maintien de la production... à partir de 2014 !

Face à ces menteurs professionnels, la seule solution, ce sera d'imposer le contrôle, par les ouvriers et la population, du moindre de leurs agissements !

Correspondant LO

• La saga de Sevelnord à Hordain... et ses suites Comment PSA fait de l'argent avec les fermetures d'usines

Oui vraiment, les dirigeants de PSA ont tous les culots. À la suite de la révélation du plan de fermeture de l'usine de Sevelnord à Hordain près de Valenciennes, conjointement à celles de Madrid et Aulnay, ils ont déclaré que PSA pourrait étudier la remise en cause de cette décision si l'État leur attribuait des aides massives. Mais, outre que cela relève de la manœuvre en vue d'essayer de diminuer l'impact des révélations, dans le cas de Sevelnord c'est de la provocation pure et simple.

L'histoire de Sevelnord montre comment on peut préparer des années à l'avance des fermetures d'usine, en gagnant beaucoup d'argent sur la peau des milliers de salariés.

L'HISTOIRE DU BRIGANDAGE PATRONAL

L'histoire commence chez Chausson, filiale commune de PSA et Renault, où les deux groupes faisaient fabriquer l'ensemble de leurs véhicules utilitaires légers à Creil et à Gennevilliers. À partir de 1986, les deux groupes ont préparé leur redéploiement et le démantèlement de leur filiale au mieux pour chacun d'entre eux.

En 1987, PSA commence par fermer son usine de Hordain près de Valenciennes en jetant plus de 2 000 salariés à la rue, dont beaucoup connaîtront, dans cette région sinistrée, le chômage de longue durée, le RMI et la misère. En 1988, cette fermeture réalisée, PSA signe avec Fiat le principe de l'ouverture d'une usine pour construire les véhicules utilitaires légers réalisés

jusqu'ici par Chausson. Cette usine sera à... Hordain, sur le site de l'usine qui vient de fermer, et s'appellera Sevelnord.

En 1989, le gouvernement socialiste de Rocard, avec Chérèque (le père de l'autre) comme ministre à l'Aménagement du territoire, signe un accord de financement massif en faveur de PSA pour lui permettre d'ouvrir, en réalité de réouvrir, son usine de Hordain. PSA va ainsi pouvoir reconstruire à neuf son ancienne usine sans bourse délier, avec l'argent de l'État, des collectivités locales, du fonds de réindustrialisation de la sidérurgie, du fonds de réindustrialisation des Charbonnages de France, des fonds de la formation, ainsi que la mise à disposition gracieuse des agents de l'ANPE pour recruter des ouvriers jeunes et à qui on pourra beaucoup demander. Enfin, accessoirement, des fonds de Fiat viennent à la rescousse. L'État mettra aussi dans la corbeille pour Renault, l'autre associé, pour faire part à deux, le refinancement de l'usine de Batilly en Lorraine.

Nouvelles confirmations des décisions de PSA

Dans un article paru mardi 14 juin, le site Mediapart fait état d'un nouveau document interne que ses journalistes se sont procuré : sur 94 pages, la direction de PSA détaillait encore plus précisément, en 2010, le calendrier et le mode opératoire de la fermeture d'Aulnay. Tout y est, y compris le coût estimé du plan social (184 millions d'euros) et la date à partir de laquelle l'opération deviendra rentable – fin 2014, avec « *la cession du terrain dépollué* ». Le maire d'Aulnay-sous-Bois, auquel le patron a promis jeudi 9 juin que l'usine tournerait jusqu'en 2016, appréciera certainement d'avoir été ainsi pris pour un imbécile.

Tout comme la note publiée par la CGT, le calendrier dévoilé par Mediapart

contient des éléments qui sont déjà réalisés : la fin de l'équipe de nuit par exemple, prévue en septembre 2010, est devenue effective en octobre. Apparemment, le patron prévoit pour la suite le passage à une seule équipe début 2013 puis la fermeture fin 2013-début 2014.

Mediapart s'est procuré un certain nombre d'autres documents de prospective. Les journalistes notent que, dans tous, « *le site d'Aulnay n'apparaît plus à partir de 2015* ». Une confirmation supplémentaire des plans de la direction.

Il n'y a qu'une seule chose que ces patrons n'ont pas prévue : la colère des salariés. Elle pourrait bien, très vite, venir perturber leur sale petite cuisine.

Correspondant LO



La réouverture de Hordain est annoncée pour 1992, les postes n'étant pas pour les licenciés de 1987 de cette usine. Mais elle va entraîner un véritable désastre social à un peu plus de cent kilomètres de là.

UN DÉSASTRE SOCIAL CONCOCTÉ EN SECRET DES ANNÉES À L'AVANCE

Car cette opération doit entraîner la fermeture de tout Chausson, avec la disparition de plus de 7 000 emplois directs sans compter les milliers d'autres de la sous-traitance. C'est d'abord la fermeture de l'usine de Creil, qui regroupe alors plus de 3 500 salariés, puis celle de Gennevilliers, qui en compte également 3 500, sans compter celle de l'usine de Meudon. PSA mènera cette opération de brigandage jusqu'au bout la main dans la main avec son compère Renault.

Jusqu'au bout, PSA et ses compères jurent qu'ils n'ont aucunement l'intention de fermer Creil et Gennevilliers. Ils louent le professionnalisme et l'efficacité des salariés, ils continuent des investissements, ils font même quelques embauches alors qu'ils ont déjà scellé leur accord de liquidation.

Les syndicats interpellent les deux actionnaires, déclencheront des procédures juridiques qui révéleront une petite partie, mais pas l'essentiel.

Il faudra attendre que le plan de liquidation soit vraiment engagé pour qu'une procédure déclenchée devant le tribunal de commerce permette de mettre à jour l'accord secret de PSA et Renault et qu'il soit rendu public. Préparé dès 1986, il fut signé en 1991 par Calvez, PDG de PSA, et Schweitzer, PDG de Renault. Il organisait dans le détail les fermetures, les milliers de licenciements à venir, la mise frauduleuse en dépôt de bilan de leur société commune, Chausson, pour faire payer les licenciements par la collectivité. Mais, comme le disaient les deux PDG voyous,

à chaque plan de licenciements à venir, à chaque étape, il fallait cacher la finalité de leur plan par crainte, disaient-ils, « *des réactions sociales que cela pourrait entraîner* ».

Pendant des années, le PDG de PSA a donc menti avec aplomb et arrogance, tout comme les exécutants du gouvernement. En 1992, sans honte, Martine Aubry, ministre du Travail à l'époque, osa illustrer sa politique de lutte contre le chômage en montrant en exemple ce qu'elle avait fait pour Hordain et Sevelnord, et les « *2 700 emplois que nous avons contribué à créer* », criait-elle devant les députés. Cela alors qu'elle avait entre les mains le projet de 1 104 licenciements de l'usine de Creil, directement liés à cette opération.

Au total, le plan PSA-Renault préparé dès 1986 a coûté plus de 10 000 licenciements directs, avec la fermeture de trois usines de production : Meudon (600 ouvriers), Creil (3 500) et Gennevilliers (3 500) et les 2 500 de Hordain en 1987. Il faut ajouter au moins autant pour les sous-traitants. Le séisme économique sur Creil et sa région a été profond et est toujours sensible encore aujourd'hui. En échange PSA a embauché pour un temps 2 700 personnes à Hordain et Renault quelques centaines à Batilly, dans des usines payées par les fonds publics. Ce plan global devait en plus leur rapporter plus d'un milliard de francs chacun.

Il a fallu la lutte acharnée et continue des travailleurs de Chausson, commencée à Creil en 1992 et terminée à Gennevilliers en 1998, pour imposer à PSA, à Renault et aux gouvernements successifs, de gauche comme de droite, de traiter les travailleurs dignement et de donner à beaucoup un nouvel emploi. Mais cette lutte a aussi permis de rendre publics les documents montrant comment ces patrons mentent et préparent en secret des années à l'avance leurs sales coups.

Correspondant LO

• Montreuil – (Seine-Saint-Denis)

Effondrement d'un immeuble insalubre : trois morts

Dans la nuit du dimanche 5 juin à Montreuil, un hôtel meublé insalubre, désaffecté, non entretenu et vidé de ses occupants depuis des années, a fini par s'écrouler. Son effondrement a provoqué aussi celui d'une maison jouxtant cet immeuble.

Deux familles nombreuses vivaient depuis des années dans cette maison, qui était également insalubre. L'intervention des pompiers a permis d'extraire des décombres et de sauver huit habitants, mais une mère de famille et deux de ses enfants de sept ans et quatre mois sont morts écrasés.

Tous les services, policiers, sanitaires et sociaux, étaient au courant des conditions de logement de ces familles. Depuis le début de l'année, depuis la naissance du dernier enfant, maintenant décédé dans ce drame, l'Aide sociale à l'enfance avait même interdit aux aides à domicile auprès de ces familles maliennes de continuer à les visiter, dans ce squat où le plafond menaçait de tomber. Des relogements provisoires en hôtel leur avaient été proposés, mais ces familles ne voulaient pas vivre ou revivre cette galère et souhaitaient un logement fixe.

Régulièrement, des taudis, des immeubles insalubres brûlent. À Paris, l'incendie de l'hôtel Paris-Opéra, dans le 9^e arrondissement : 24 morts. L'incendie du boulevard Vincent-Auriol, dans le 13^e : 17 morts. L'incendie d'un immeuble dans le 3^e : 7 morts. Et les victimes sont toujours des pauvres, des travailleurs, des Africains. Comme dans ce dernier drame de Montreuil.

Les marchands de sommeil, qui louent au prix fort des immeubles qu'ils n'entretiennent pas, sont bien sûr responsables de ces morts, mais c'est avant tout l'État qui en est le coupable. En ne construisant pas les centaines de milliers de logements nécessaires aux travailleurs, il entretient volontairement la spéculation à la hausse et laisse proliférer les mafias de marchands de sommeil, qu'il alimente d'ailleurs lui-même. Les services sociaux, n'ayant pas de logements d'urgence pour reloger les familles à la rue, paient des millions d'euros chaque année pour louer des chambres d'hôtel minuscules et souvent pourries.

C'est le drame ordinaire du logement, qui naît tout simplement de l'absence de logements décents pour les familles les plus pauvres. Un drame qui peut être mortel.

Louis BASTILLE

• Cité des Tarterêts – Corbeil-Essonnes *Échauffourées et climat dégradé*

Un pourrissement dont la première victime est la population

Dimanche 5 juin, après l'incendie de trois voitures, la cité des Tarterêts à Corbeil-Essonnes a été le théâtre de violents affrontements entre des jeunes et les CRS. Une fillette a été gravement blessée à la tête. La mère de la victime accuse la police, dont un des tirs avec balle de caoutchouc a touché sa fille. Le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a tout de suite démenti, accusant les bandes d'avoir attiré la police et les CRS dans un guet-apens et blessé l'enfant par un jet de pierre.

Le lendemain, de nouvelles échauffourées ont eu lieu. Qu'il y ait des bandes mafieuses aux Tarterêts, comme dans d'autres cités du pays, n'est un secret pour personne. Tout le monde le sait, à commencer par la police et le maire UMP, Jean-Pierre Bechter, longtemps bras droit de Serge Dassault, patron milliardaire et ancien maire de la ville. Que ces bandes trafiquent et prospèrent sur le terreau de la pauvreté et de la misère, personne ne le nie non plus. Et qu'elles empoisonnent la vie des gens, c'est une réalité que les milliers d'habitants du quartier vivent au quotidien.

Mais ces derniers n'en approuvent pas pour autant les méthodes brutales de la police. Une habitante a témoigné de la violence policière dont elle avait été victime. Non seulement elle a été touchée dans le dos par un projectile de flashball, mais elle a eu toutes les difficultés du monde à porter plainte au commissariat. Ce n'est pas la première fois que, sous prétexte de lutter contre les bandes, la police intervient ainsi dans le quartier en s'en prenant également à la population.

Tous se souviennent ici des échauffourées d'août 2010, quand la police s'était affrontée aux jeunes. Mais les violences de l'été 2009 sont sans aucun doute encore plus présentes dans la mémoire des habitants, quand les CRS ont dispersé une kermesse pacifique de quartier, à coups de gaz lacrymogènes, brutalisant femmes, vieillards et enfants. L'indignation avait alors été générale. Plusieurs centaines d'habitants avaient manifesté devant le commissariat de Corbeil et déposé plus d'une trentaine de plaintes qui n'ont jamais abouti.

Aux Tarterêts, CRS et policiers multiplient les vexations,



les brimades contre les jeunes, les contrôles au faciès à l'égard d'une population en grande partie immigrée. Tout cela contribue à créer un sentiment d'exaspération, des enfants comme des parents d'ailleurs, qui se sentent totalement abandonnés et dont la seule réponse à leurs problèmes quotidiens prend invariablement le visage des policiers et la couleur bleu

marine de leurs uniformes. D'aucuns nourrissent également un sentiment de révolte contre le mépris affiché par l'État, la Région et la majorité municipale, qui ont laissé la situation se dégrader depuis plusieurs décennies, ne tenant jamais les promesses faites, ni en matière d'emploi ni en matière de logement.

Le problème des Tarterêts

ne se résume donc pas aux bagarres entre bandes de jeunes et policiers. Entre les deux, il y a des milliers de travailleurs, de salariés, de pauvres, qui survivent, s'entraident malgré les difficultés et qui ont l'impression de vivre un état de siège permanent.

Correspondant LO

Le chômage frappe plus durement qu'ailleurs

Près d'un quart de la population de Corbeil – soit près de 10 000 habitants – vit aux Tarterêts, une cité totalement enclavée, très mal desservie par les transports, avec peu de services publics, un taux d'échec scolaire élevé, et où la pauvreté et la misère touchent la grande majorité des familles. Plus de 30 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 26 ans!

Certes, aux Tarterêts, quelques tours insalubres ont été détruites et d'autres rénovées, faute d'entretien par les bailleurs. Mais les logements construits sont plus petits et plus chers. Des restaurants ont été implantés dans le haut des Tarterêts. Mais, faute d'argent, les gens les fréquentent peu. L'une des seules supérettes

d'alimentation, ouverte à grand renfort de publicité, a fermé au bout de deux ans. La mairie annexe a récemment été incendiée. Certains prétendent qu'il s'agit d'une vengeance contre le maire, qui avait promis des emplois à une partie des jeunes du quartier lors des dernières municipales. D'autres manifestent régulièrement pour réclamer du travail devant le Conseil municipal, qui se tient désormais entouré de policiers.

Car le problème numéro un, ici, c'est le chômage. Un chômage massif, résultat de plusieurs décennies de politique patronale, gouvernementale et locale, laissant aux entreprises les mains libres pour licencier les travailleurs, abandonnant à leur sort les

habitants des quartiers populaires et laissant pourrir la situation dans ces quartiers dits difficiles. À Corbeil, des usines comme Altis (ancienne IBM) ou Helio-Corbeil ont multiplié les plans de licenciements. Quant au patron milliardaire Serge Dassault, ancien maire et actuel sénateur UMP, il a beaucoup promis mais rien tenu. En matière d'habitat, il a surtout détruit des logements sociaux et livré la ville aux requins de la promotion immobilière privée. Si la situation se dégrade aux Tarterêts, la responsabilité en incombe en grande partie au gouvernement et à ses amis locaux, les Bechter et autres Dassault.

Correspondant LO

La Fête de Lutte Ouvrière

• 11, 12 et 13 juin

Une belle fête et un rendez-vous réussi !

Une nouvelle fois, pour quelque trente mille personnes venues à Presles, la fête de Lutte Ouvrière a représenté un grand rendez-vous de fraternité, pleinement réussi, comme l'illustrent les photos qui suivent.

Devant une assistance très nombreuse, notre camarade Nathalie Arthaud y a fait deux interventions dont nous publions ci-dessous de larges extraits.

Plusieurs grands débats ont également marqué cette fête, en particulier celui sur l'énergie nucléaire et la façon dont l'irresponsabilité capitaliste se traduit dans sa mise en œuvre comme dans le traitement des déchets, ou bien le débat sur la situation dans la santé. Des camarades militant en Côte d'Ivoire ont apporté des témoignages poignants sur les exactions des milices de Gbagbo comme de Ouattara. D'autres débats ont concerné les sujets les plus variés et, bien sûr, les problèmes qui se posent aujourd'hui aux militants de la classe ouvrière dans les entreprises, dans les quartiers. Nos lecteurs en trouveront des échos sur notre site Internet.

Bref, ces trois jours d'échanges, de détente et de joie ont conforté leurs participants pour affronter les problèmes qui se posent quotidiennement à chacun comme ceux qui se poseront dans les luttes prochaines.



Extraits des allocutions de Nathalie Arthaud

— Dimanche 12 juin —

(...) Nous appartenons à la même classe sociale des exploités, et nous en sommes fiers. Nous en sommes fiers parce que c'est cette classe qui fait vivre la société, qui permet aux usines de produire, aux trains de rouler, aux malades d'être soignés, aux jeunes d'être formés, et même à l'administration de l'État de fonctionner.

Toute la vie sociale repose sur notre classe sociale et nous avons la conviction, en tant que communistes révolutionnaires, que c'est cette classe sociale qui a la force et la capacité de mettre fin à cette économie capitaliste dont toutes les tares apparaissent de façon particulièrement crue en cette période de crise. (...)

Le chômage est certainement le fléau le plus grave. Il pèse avant tout sur ceux qui ont perdu leur emploi et sur leurs familles. Mais il pèse aussi sur l'ensemble des travailleurs. Le plan secret de fermeture des sites de l'usine Peugeot-Citroën à Aulnay-sous-Bois, de Sevelnord à Hordain et de l'usine PSA de Madrid que vient de dévoiler la CGT montre comment on fabrique le chômage. (...)

L'autre fléau est la dégradation du pouvoir d'achat. Il y a quelques années encore, la pauvreté frappait surtout les chômeurs, les retraités ou ceux qui, handicapés, étaient contraints de survivre avec des allocations. Eh bien, aujourd'hui, avoir un emploi ne nous en protège pas.

Et voilà qu'en plus le gouvernement nous dit qu'il faut rembourser la dette ! Le déficit du

budget et la dette deviennent la justification de toutes les attaques contre les exploités.

Il faut réduire le nombre d'enseignants, fermer des classes et des écoles, parce qu'on est endetté. Il faut moins rembourser les médicaments et réduire le personnel hospitalier, parce qu'on est endetté. Il faut reporter l'âge de la retraite, parce qu'on est endetté.

Pour rembourser la dette, ils sont même prêts à prendre dans la poche des travailleurs malades et handicapés, dans la poche des chômeurs, des allocataires du RSA, des plus pauvres, et en plus ils ont le culot de les traiter d'assistés.

Mais les assistés, ce sont les banquiers, les patrons des grands groupes capitalistes ! Et cette assistance-là ne coûte pas à l'État quelques centaines d'euros par assisté, mais des centaines de millions, des milliards. Les banquiers n'ont été sauvés de la faillite il y a deux ans, lors de la crise bancaire, que parce que les États ont vidé leurs caisses pour leur venir en aide et qu'ils se sont endettés jusqu'au cou !

Ce sont encore les États qui ont aidé à coups de milliards les patrons des grandes entreprises. (...)

Il ne faut pas chercher plus loin l'argent qui manque dans les caisses de l'État ! Ce sont les capitalistes industriels et financiers qui ont endetté le pays pour des générations. Eh bien ce sont eux qui sont redevables, c'est à eux et à eux seuls de payer !

L'ÉTAT ET LES GOUVERNANTS À LA BOTTE DES CAPITALISTES

Sarkozy n'a pas volé la haine qu'il suscite dans les classes populaires. Son gouvernement est le plus réactionnaire que le pays ait connu depuis longtemps. Réactionnaire, il l'est socialement parce qu'il est au service des plus riches et fier de l'être. Mais il est aussi réactionnaire sur le plan politique. Quand on entend Guéant et ses propos de caniveau contre les immigrés, Wauquiez et ses insultes envers les chômeurs et les plus pauvres, bien malin est celui qui peut dire où passe la limite entre les troupes du Front national et celles de l'UMP. (...)

Pour les grands bourgeois, Sarkozy et les autres responsables politiques font partie de leur petit personnel et, à l'occasion, ils ont droit aux pourboires. Car ce sont eux les vrais maîtres de la société et de la politique, ce sont les Peugeot, les Bouygues, les Arnault, les Michelin, les Bolloré. Les capitalistes, de par leur fortune et de par le pouvoir économique qu'ils représentent, ont l'appareil d'État, les rouages de l'administration et le gouvernement à leur botte. (...)

Mais qui les a élus ? Qui même les connaît ? Il n'y pas d'élections pour choisir ces gens-là !

On nous incite à aller voter, on nous répète que la population est souveraine, que c'est elle qui décide, mais on ne vote que pour les sous-fifres ! Qu'on vote donc pour ceux qui dirigent les grandes entreprises ! Qu'on

vote pour ceux qui dirigent les grandes banques et les institutions financières ! Qu'on élise tous les hauts fonctionnaires aujourd'hui inamovibles, qui assurent la continuité politique pendant que les ministres se succèdent ! (...)

L'ALTERNANCE GAUCHE-DROITE N'EST QU'UNE DUPERIE

Au moment le plus aigu de la crise financière, les dirigeants politiques eux-mêmes ont reconnu la responsabilité des banquiers. Mais lequel d'entre eux a seulement envisagé qu'on fasse payer aux banquiers les dégâts qu'ils ont causés ? Et aujourd'hui que les banques ont renoué avec des profits historiques, 8 milliards pour la BNP Paribas, 5 milliards pour la Société générale, qui le propose ?

Ce n'est évidemment pas la politique de la droite ou de l'extrême droite, mais ce n'est pas non plus la politique du Parti socialiste. Que le PS, par la voix de Martine Aubry, soutienne la candidature de Christine Lagarde au FMI illustre parfaitement. Un jour Sarkozy propose Dominique Strauss-Kahn au FMI, le lendemain Aubry appuie la candidate de Sarkozy. S'il est difficile de dire qui, de DSK ou de Lagarde, incarne le mieux les milieux d'affaires, il est plus difficile encore de faire la différence entre la politique présentée par le Parti socialiste et celle que la droite mène aujourd'hui ! (...)

Ni Hollande, ni Aubry, ni Royal, ni même Montebourg, qui se targue d'être l'aile gauche du PS, ne s'engage s'il est élu

à augmenter les salaires. Les actionnaires du CAC 40 vont encaisser cette année 40 milliards de bénéfices, mais il n'y en a pas un dans le Parti socialiste pour dire que, oui, on peut augmenter les salaires. Quant à imaginer que, revenus au pouvoir, ils empêcheront le patronat de licencier et de fermer des entreprises, ou qu'ils le forceront à embaucher des jeunes, c'est du domaine du rêve ! (...)

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a beaucoup détruit, dans l'éducation, dans la santé comme dans les autres services publics. Au cours de son mandat, 200 000 à 400 000 postes auront été supprimés dans la fonction publique. Eh bien, dans son programme, le Parti socialiste ne prévoit pas de les rétablir ! Aujourd'hui, dans l'opposition, le Parti socialiste ne s'engage même pas à reconstruire ce que Sarkozy a démolit. Alors qu'est-ce que ce sera au pouvoir !

On nous balade d'élections en élections en faisant croire qu'on peut changer notre sort en changeant le bulletin que l'on met dans l'urne. Mais combien de travailleurs ont placé leurs espoirs dans Mitterrand, qui promettait de changer la vie ? Et combien parmi eux se sont ensuite sentis abandonnés, trahis par ce gouvernement qui a fini par bloquer les salaires, licencier à tour de bras dans la sidérurgie et plébisciter la Bourse ? Combien se sont ensuite raccrochés à la Gauche plurielle de Jospin, en se disant que ce serait moins pire que

suite page 11

La Fête en images



Toutes photos LO

La Fête de Lutte Ouvrière

suite de la page 7

la droite, et ont été une fois de plus déçus ?

Alors, les travailleurs et les plus pauvres ont appris, à leurs dépens, que l'arrivée de

capitaliste, avec ses inégalités et ses injustices. (...)

À droite comme à gauche, ils vont tous sur le terrain du FN et ils contribuent à populariser des idées réactionnaires. Entre

plus pauvres soient libres eux aussi de circuler et vivre dans le pays de leur choix.

Les politiciens de gauche comme de droite se relaient pour clamer « *qu'on ne peut*

nom de la défense des travailleurs face au patronat, mais aussi pour la suppression d'une organisation sociale où tout le pouvoir appartient au grand capital. (...)

Pour ce qui est des luttes et de la combativité du monde du travail, il y a toujours eu des hauts et des bas. Et en ce moment il y a plus de bas que de hauts, mais cela ne change rien à notre conviction.

Comme les opprimés des sociétés qui nous ont précédés, les travailleurs sauront se débarrasser des chaînes de l'exploitation capitaliste. Et ils peuvent plus encore : ils peuvent construire une tout autre société, basée sur l'intérêt collectif. (...) Quand des luttes massives surviendront, il ne faudra pas que l'énergie des masses ouvrières soit gâchée. Les travailleurs se battront pour défendre leurs intérêts vitaux, mais ils devront aussi imposer des objectifs pour inverser durablement le rapport de forces entre la bourgeoisie et les travailleurs.

Ces objectifs, nous devons les populariser dès aujourd'hui. (...) Puisque la classe capitaliste est incapable de mettre fin au chômage, oui, il faut lui imposer par la puissance du mouvement des masses l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire ! (...)

Face aux hausses de prix et à la chute du pouvoir d'achat qu'elles entraînent, il faut imposer l'indexation des salaires et des pensions sur les hausses de prix, c'est-à-dire l'échelle mobile des salaires et des pensions.

Face aux exigences des banques de rembourser la dette avec les intérêts, il faut imposer l'expropriation des banquiers, l'unification de toutes les banques en une seule, mise sous le contrôle de la population.

Et, par-dessus tout, pour empêcher que les patrons

puissent préparer, parfois des années à l'avance, leurs mauvais coups contre les travailleurs, il faut lever le secret industriel et le secret bancaire et donner aux travailleurs, à la population, les moyens légaux de contrôler ce qui se passe dans les entreprises, (...).

La classe capitaliste est une classe irresponsable, dangereuse pour toute la société. Le seul moyen de l'empêcher de nuire, c'est de soumettre sa gestion au contrôle de la population.

C'est l'intérêt des salariés, mais c'est aussi l'intérêt de bien d'autres catégories populaires. La fermeture d'une usine dans une ville ou dans une région n'est pas seulement un drame pour ceux qui y travaillent, mais aussi pour tous les petits commerçants et artisans qui en vivent. (...) Plutôt que d'espérer un changement en 2012, les travailleurs doivent se préparer à se défendre. Ils n'ont pas besoin de promesses, ni de sauveur suprême. Ce qui comptera pour l'avenir, c'est qu'ils aient un programme de luttes.

Ce programme, nous le défendons quotidiennement autour de nous et nous participerons à l'élection présidentielle, comme aux élections législatives qui suivent, pour le faire plus largement. Nous ne nous présentons pas pour gagner des postes ou des sinécures, mais pour profiter de l'occasion offerte d'armer politiquement la classe ouvrière.

C'est pour pouvoir le faire que nous nous refusons à des combinaisons électorales avec des formations ou des individus qui rejettent, sous une forme ou sous une autre, le communisme.

C'est pour cette même raison que nous refusons toute forme de chantage venant de ceux, à gauche, qui voudraient nous faire taire au nom de l'unité. Car nous faire taire, c'est faire taire la voix du communisme révolutionnaire. (...)



la gauche au pouvoir ne changeait rien pour eux et que l'alternance gauche-droite n'est qu'une duperie. Certains, et ils sont nombreux, se disent que cela ne sert plus à rien d'aller voter. Mais, parmi les plus amers et les plus désorientés, il y a aussi ceux qui sont tentés par le FN.

LA POLITIQUE DE LE PEN, C'EST LA POLITIQUE DE SARKOZY EN PIRE

« On les a tous essayés, sauf elle », disent-ils. Mais ils se trompent, parce qu'avec Sarkozy au pouvoir, on l'a eue la politique de la droite extrême. Marine Le Pen n'est pas au gouvernement, mais une partie de sa politique y est !

La politique de Le Pen, c'est la politique de Sarkozy en pire. Comme Sarkozy, Marine Le Pen est une défenseuse des riches, de la propriété, une défenseuse de la société telle qu'elle est, avec l'exploitation

Le Pen, qui met tous les problèmes de la société sur le dos des immigrés, et les socialistes, qui parlent de réguler l'immigration, il y a des nuances. Mais tous sont d'accord pour prétendre que l'immigration pose un problème.

Non, l'immigration n'est pas un problème ! Les immigrés sont des travailleurs, ils sont utiles à la société. Ils produisent et créent des richesses. Ceux qui coûtent cher à la société et qui lui nuisent sont à chercher du côté de la bourgeoisie. Ce sont les parasites de toutes nationalités qui se contentent de vivre, et de bien vivre, aux crochets des exploités. Pour eux, parce qu'ils sont riches, il n'y a pas de frontière. Ils peuvent déplacer leurs capitaux comme ils veulent à la vitesse de la lumière. Eux-mêmes sont libres de circuler et de s'installer dans le pays de leur choix. Eh bien, nous, nous sommes pour que les travailleurs, pour que les

pas accueillir toute la misère du monde ». Ils construisent des murs, mettent des barbelés aux frontières, et ils essaient de transformer la Méditerranée en mer infranchissable. Ils enferment les peuples dans la misère. Alors que la misère il faut la combattre, en combattant l'exploitation et ceux qui l'imposent aux quatre coins du monde. Si nous sommes communistes révolutionnaires, c'est pour changer la société de fond en comble et faire en sorte que le monde devienne vivable pour tous, où que l'on naisse sur cette planète !

RELEVER LE DRAPEAU DU COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE ET DÉFENDRE UN PROGRAMME POUR LES LUTTES DE DEMAIN

Depuis plus d'un siècle, il y a toujours eu dans ce pays des femmes et des hommes qui ont milité non seulement au

Nathalie Arthaud, lundi 13 juin

Une des richesses de notre fête est la présence parmi nous d'organisations qui militent dans d'autres pays. Je voudrais les saluer et leur souhaiter bon courage pour leurs activités, d'autant plus que ces camarades vivent et militent souvent dans des conditions difficiles. (...)

Avec nos organisations sœurs, nous avons en commun de partager le même idéal, le même programme et surtout la même confiance dans la capacité de la classe ouvrière de

mettre fin à l'organisation capitaliste de la société, à ses injustices et à son absurdité. (...)

De la Grèce à l'Irlande en passant par le Portugal, les banques brandissent le montant de la dette des pays qu'elles sont en train d'étrangler et exigent de leurs gouvernements qu'ils mènent une politique d'austérité, pour obliger les classes exploitées à rembourser avec intérêts des dettes qu'elles n'ont pas faites et dont elles ne sont en rien responsables. Partout, on réduit le nombre de travailleurs des services publics. Partout,

on repousse l'âge de la retraite et on diminue le montant des pensions. Partout, on démolit le système de protection sociale. (...). Aucun pays ne peut espérer échapper aux usuriers du système financier. (...)

Oui, c'est l'ensemble du monde capitaliste qui est en crise. Regardons ce qui se passe en Grèce ou ce qui commence en Espagne ou au Portugal, nous y verrons notre propre avenir. (...)

Les charlatans qui dirigent la vie politique internationale constatent les dégâts, comme

tout le monde. Dans leurs grands-messes politiques, les G7, les G8 ou les G20, ils font des discours, parlent de régulation, promettent des réformes. Mais ils ne peuvent et ils ne veulent rien faire car, pour faire même des réformes, il faudrait s'en prendre à la recherche du profit, à la concurrence, à la propriété privée des usines et des banques (...).

Certains de ces charlatans – il y en a surtout à droite et à l'extrême droite, mais aussi à gauche – préconisent le repliement protectionniste, la

fermeture des frontières. Ce n'est pas seulement stupide, tant l'économie est internationalisée depuis longtemps. C'est aussi un poison qui aboutit à dresser les peuples les uns contre les autres

Tout aussi grave est d'opposer les travailleurs d'un même pays aux autres, en fonction de leur origine, et de s'en prendre aux travailleurs immigrés, avec ou sans papiers.

Les travailleurs immigrés sont une partie de nous-mêmes. Et permettre qu'on s'en prenne à eux, ce serait un

La Fête de Lutte Ouvrière



suicide! Nous ne le laisserons pas faire! (...)

La force des courants d'extrême droite (...) vient des déceptions engendrées par les partis de la gauche réformiste. Des déceptions qui viennent, comme ici en France, d'un passé qui s'éloigne, des années Mitterrand puis des années Jospin. Mais en Grèce, en Espagne ou au Portugal, c'est le présent, ce sont les partis socialistes aujourd'hui au gouvernement qui sont les exécuteurs des basses œuvres du grand capital.

En Grèce, c'est un gouvernement socialiste qui est en train de vendre le pays aux banquiers en privatisant tout, des ports aux entreprises industrielles étatisées et jusqu'au service postal, en passant par le PMU.

La force de l'extrême droite partout en Europe vient de ce que les masses exploitées, désorientées, désarmées par la gauche réformiste, se sentent perdues, sans perspective, et se taisent sur le plan politique.

Mais cela ne durera pas. Les crises, en changeant brutalement la situation, la vie même de millions de femmes et d'hommes, relancent inévitablement la lutte de classe. (...)

IL NE SUFFIT PAS DE S'INDIGNER DU CAPITALISME, IL FAUT LE RENVERSER

Au début de cette année, ce sont les peuples arabes, et plus particulièrement ceux d'Égypte et de Tunisie, qui ont donné l'exemple. Ils ont montré comment les pires dictateurs, qui croyaient leur règne bâti sur du roc, peuvent être renversés. Mais l'exemple de l'Égypte et de la Tunisie montre aussi que les masses exploitées doivent aller plus loin. (...) Les exploités entraînés dans la révolte se sont battus aussi pour une vie meilleure, pour le droit élémentaire de manger chaque jour à sa faim (...). Et sur ce

terrain, ils n'ont rien obtenu. Et pour cause!

Si Moubarak et Ben Ali étaient des bourreaux, la cause du chômage, la misère de ces pays, dépassait leur petite personne. Derrière la dictature d'un homme, il y a la dictature du système capitaliste lui-même (...).

Pour mettre fin à ce système, il ne suffit pas de renverser le pouvoir d'un homme. Il faut mettre fin au pouvoir absolu sur l'économie de ceux qui possèdent les usines, les banques, les grandes chaînes de distribution.

L'exemple de la Tunisie et de l'Égypte a inspiré, directement ou indirectement, ceux qui en Espagne se nomment les « Indignés ». Eh bien oui, indigné, il y a de quoi l'être! Mais, là encore, la bourgeoisie capitaliste n'a que faire de l'indignation qu'elle suscite. (...) Les « Indignés » d'Espagne et peut-être de Grèce, du Portugal ou d'ailleurs, ont pour eux d'avoir franchi un pas important: ne plus croire à l'alternance des grands partis au pouvoir, qui sont tous au service des plus riches. Ils ont pour eux d'avoir compris qu'il faut peser directement sur la vie politique et ne pas en passer par les partis institutionnalisés (...).

Mais ce premier pas n'en est un que s'il est suivi d'autres. Il ne suffit pas de s'indigner du capitalisme. Il faut le renverser. Être communiste révolutionnaire, c'est avant tout être porteur de cette conviction. (...)

Le courant communiste est faible au regard des nécessités politiques de cette période de crise du capitalisme. Mais, tant qu'il existe, il représente l'espoir. Le courant communiste n'a absolument pas la capacité de déclencher des mouvements de révolte amples et puissants. L'explosion sociale, c'est la classe capitaliste elle-même, ce sont ses serviteurs politiques au

gouvernement qui finiront par la déclencher. La responsabilité des communistes révolutionnaires est que ces mouvements de révolte ne soient pas détournés sur de fausses voies. Et, en particulier, qu'ils ne soient pas détournés vers la voie stérile et dangereuse du repliement national, de l'hostilité envers d'autres peuples. À la contagion de la crise capitaliste, qui n'est pas arrêtée par des frontières, doit répondre la contagion révolutionnaire parmi les classes exploitées de tous les pays. Dans le combat contre le capitalisme, la seule véritable frontière, c'est celle qui sépare les exploités capitalistes des classes exploitées.

Oui, la crise de l'économie capitaliste est devenue le fait dominant de la situation internationale. Elle pèse, en aggravant partout les conditions d'existence des classes exploitées. Elle pèse aussi, indirectement, sur toute la société, car elle favorise toutes les formes de barbarie qui montent à la surface de la société, les idées réactionnaires, chauvines, xénophobes, racistes, dans les pays riches, l'ethnisme ou le fanatisme religieux, dans les pays pauvres.

LES TROUPES FRANÇAISES N'ONT RIEN À FAIRE EN AFGHANISTAN ET EN AFRIQUE

(...) La France est engagée dans trois guerres, en Afghanistan, en Libye, mais aussi, dans une guerre qui ne dit pas son nom, en Côte d'Ivoire. Oh, les hommes politiques de la bourgeoisie savent justifier chacune de ces guerres (...): contre le fanatisme religieux en Afghanistan, contre la dictature en Libye, pour faire respecter la volonté de la majorité électorale en Côte d'Ivoire.

Bien sûr, Kadhafi en Libye est un dictateur infâme et Gbagbo a montré le peu de cas qu'il faisait des souffrances de son propre peuple. Mais les agressions impérialistes n'ont jamais apporté ni la liberté ni le bonheur aux peuples (...).

Il suffit de gratter un peu pour que, derrière les justifications, on trouve de sordides intérêts économiques: ici, le pétrole ou les matières premières; là, pour permettre à Bolloré, Bouygues ou à des banques de piller une ex-colonie en toute tranquillité; ailleurs, pour permettre à la bourgeoisie française d'être présente dans une position stratégique. Et, partout, ces guerres limitées servent d'entraînement aux armées pour les guerres futures. Elles servent aussi de vitrines (...) à tous nos marchands d'armes (...).

Même si ces guerres ont la bénédiction non seulement de

la droite, mais aussi du Parti socialiste et jusqu'à Mélenchon, ce sont des guerres de brigandage!

Le courant communiste révolutionnaire n'est pas assez fort pour s'opposer à ces guerres. Mais il peut au moins affirmer haut et fort qu'il est contre. (...)

LA CATASTROPHE DE FUKUSHIMA, UN AVERTISSEMENT POUR TOUTE LA PLANÈTE

Parmi les méfaits du règne de la bourgeoisie capitaliste, comment ignorer l'avertissement qu'a été pour toute la planète l'accident nucléaire de Fukushima? La véritable menace ne vient pas de la réaction nucléaire elle-même, mais de ceux qui gèrent cette économie et dont l'irresponsabilité dans la course au profit est capable de transformer tout progrès en danger pour l'homme et la planète. (...) Dans le cas de la centrale nucléaire de Fukushima, c'est après coup que la population a appris tout ce que la société gérante Tepco a caché pendant des années et qui l'a rendue incapable de faire face à l'accident. Alors, il faut que les travailleurs de toute la filière nucléaire aient le droit de tout contrôler, de rendre public immédiatement tout ce qui ne leur semble pas normal, qu'ils puissent dénoncer toutes les mesures d'économies faites au détriment de la sécurité.

Et il ne faut pas que les entreprises puissent invoquer le secret industriel ou le secret commercial contre cette transparence. Ces secrets-là ne servent qu'à préserver le droit que s'arrogent les capitalistes de faire n'importe quoi, du moment que cela leur rapporte.

Le secret industriel n'a servi, dans le cas de la centrale nucléaire de Fukushima, qu'à dissimuler à la population un risque industriel dangereux. Il n'a servi chez Citroën, qu'à cacher un plan de licenciements

aux travailleurs, les principaux concernés. Il n'a servi, chez Servier, qu'à minimiser le risque d'un médicament, le Mediator, qui s'est révélé être un poison. Alors, à bas le secret des affaires!

La production est faite avec la participation de tous les travailleurs. Elle concerne tout le monde. Il faut qu'elle puisse être contrôlée par tout le monde!

Camarades et amis,

La période qui nous attend est une période dure pour les exploités. Elle est dure parce que le système capitaliste ne peut se survivre, c'est-à-dire continuer à enrichir une minorité de privilégiés malgré la crise, qu'en écrasant toujours plus les classes exploitées. Mais la résistance que cela provoquera fera aussi surgir au sein du monde du travail des femmes et des hommes qui comprendront que, dans ce système, il n'y a pas de voie de sortie individuelle. Des femmes et des hommes qui se consacreront à l'émancipation de leur classe sociale, en sachant que le moteur de ce combat est le renversement du capitalisme.

La perspective que nous avons à incarner, à populariser, est le regroupement de tous ces militants dans un parti communiste révolutionnaire. C'est dans cette perspective que militent également les camarades de notre courant politique dans leurs pays respectifs, aux Antilles, en Haïti, aux États-Unis, en Afrique ou en Europe. Et nous avons la conviction que la renaissance d'un véritable parti communiste révolutionnaire, ici en France, ira de pair avec la renaissance d'une Internationale communiste.

Il ne suffit certes pas de brandir le drapeau du communisme révolutionnaire pour provoquer un regroupement autour. Mais, si le drapeau n'est pas brandi, personne d'autre ne le fera à notre place! (...)

Sur le site de Lutte Ouvrière

Retrouvez les grands moments de la Fête en vidéo

- Les deux allocutions de Nathalie Arthaud
- Le débat sur la santé
- Le forum sur la situation chez PSA après l'annonce du plan Varin
- Le forum automobile
- Le forum sur la situation en Côte d'Ivoire (enregistrement audio)
- L'exposé introductif au débat sur le nucléaire

Mais aussi:

- Les différents passages de Nathalie Arthaud dans les médias
 - Le débat de Nathalie Arthaud avec Pierre Laurent, sur France 3 – Ile-de-France
- www.lutte-ouvriere.org

• Grèce

La pression croissante du capital financier

L'agence Standard & Poors a baissé de trois crans la note de la Grèce. Sa dette est donc considérée comme « extrêmement spéculative », à deux crans du défaut de paiement, de la faillite complète. Mais qui est responsable de cette spéculation si ce n'est les marchés financiers, renforcés dans leurs convictions par les pousse-au-crime que sont les agences de notation ?

La dégradation incite les organismes financiers à vendre leurs obligations, dont la valeur baisse à nouveau. Les prêteurs exigent une augmentation du taux d'intérêt. Ces banquiers spéculateurs veulent récupérer leur mise avec un profit exorbitant. D'autres, ou plus vraisemblablement les mêmes sous une autre casquette, misent sur la faillite du pays et veulent déclencher les assurances qu'ils ont prises contre la faillite et qui

leur feraient peut-être gagner plus de dix milliards d'euros. Tous ces tripatouillages financiers, tous ces paris – car les banquiers « jouent » au casino mondial – peuvent déboucher sur une crise générale qui n'aura rien à envier à celles des subprimes.

La pression s'accroît sur le gouvernement grec pour qu'il impose de nouvelles mesures d'austérité à une population qui n'en peut plus. Les travailleurs

grecs en ont assez du chômage à 16 %, des salaires qui ont baissé de 20 % en moyenne, du smic jeunes à moins de 600 euros et que le gouvernement voudrait encore baisser, des annonces de suppressions de 150 000 postes dans la fonction publique par le biais de licenciements ou du non-remplacement des départs en retraite. Ils refusent les privatisations qui vont encore impliquer des licenciements, des coupes dans les salaires, la détérioration des conditions de travail et celle des services publics.

Depuis une dizaine de jours, la population, travailleurs, chômeurs, retraités, jeunes, a décidé de crier son indignation sur les places publiques.



Manifestation devant le parlement d'Athènes.

enet.org

Mercredi 15 juin, les deux syndicats du public (Adedy) et du privé (Gsee) appellent à une nouvelle grève générale. Les « indignés » continuent à se rassembler et veulent bloquer

le Parlement. Le nombre des manifestants augmentera sûrement ce jour-là, et peut-être au-delà, car les mesures à venir ont de quoi faire grandir la colère.

Sylvie MARECHAL

Qui a profité de la dette ?

Pourquoi la Grèce s'enfoncé-t-elle dans la crise ? Certains commentateurs ont une explication toute simple : si tout va mal, c'est parce que, du chauffeur de taxi au gros entrepreneur, « les Grecs » ne payent pas leurs impôts !

On estime en effet que 20 à 30 milliards d'euros auraient échappé au fisc grec en 2009. Mais si la fraude est un sport national comme l'affirment les médias, c'est avant tout un sport de riches.

En tête on trouve des fraudeurs légaux : les armateurs. Leur flotte, malgré les vicissitudes liées à la crise, reste la première du monde (près de 16 % du tonnage) ; elle est immatriculée à Chypre ou dans différents paradis fiscaux, ce qui est parfaitement autorisé par

la Constitution puisque « c'est une activité économique qui n'a pas de frontière ». En réalité tous leurs comptes, y compris les avoirs en Grèce, jouissent d'un statut d'extraterritorialité et le fisc ne peut les contrôler. De toute façon, leurs économies ont pris le large depuis longtemps... vers la Suisse. En 2010, on estimait les biens de l'héritière Onassis dans les coffres helvétiques à trois milliards de francs suisses, soit 2,45 milliards d'euros, et ceux du clan Latsis à six milliards de francs suisses, près de cinq milliards d'euros.

À côté d'eux, un autre mauvais payeur est, lui, à portée de main du fisc : c'est l'Église grecque. Même s'il est très difficile d'estimer la valeur exacte de ses biens et de ses revenus, on sait qu'elle est le plus gros propriétaire foncier du pays, en

bois, en forêts et en pâturages. Elle possède à Athènes plus de 300 biens immobiliers, des participations à de grosses entreprises et elle reçoit des dons. Le gouvernement Papandréou a décidé de remettre en vigueur la taxation un peu « oubliée » de ses revenus, en réclamant 20 % sur les biens fonciers, 10 % sur les legs immobiliers et 5 % sur les dons en espèces. Seuls les monastères du mont Athos, pourtant fort riches, échappent à ces taxes en vertu d'un statut spécial. Le rétablissement de l'impôt a déclenché la colère de la hiérarchie ecclésiastique et la récente demande de la Banque de Grèce d'avoir accès à ses fonds de réserve l'a ulcérée : « Nous n'aurons même plus de quoi acheter un cierge », déclarait un prêtre dans une interview. En attendant, c'est l'État qui paie les prêtres en question et c'est l'Église qui a récupéré

pour une bouchée de pain une partie des bâtiments des jeux Olympiques laissés à l'abandon !

Quant aux grandes entreprises, elles ont tous les moyens d'échapper aux contrôles, et le fisc les a toujours ménagées, au nom de la défense de l'emploi. Le syndicat PAME, proche du Parti communiste, affirmait en mai 2010 que « l'évasion fiscale connue des 6 000 grandes entreprises » se montait à 15 milliards. Pourtant elles ne se portent pas si mal, malgré la crise. Dans le bâtiment, le groupe Aktor vient de remporter un gros contrat pour la construction d'une banque au Qatar et a un carnet de commandes de près de trois milliards d'euros. Le capitalisme grec a beau ne pas être le plus puissant en Europe, dans les Balkans ou au Moyen-Orient il remplit ses coffres.

En fait il n'est évidemment

pas question pour l'État grec de faire payer les grands capitalistes du pays. Ce sont pourtant eux qui se sont enrichis, par exemple lors des grands travaux engagés pour les jeux Olympiques d'Athènes, sans que cela ait de réelles retombées pour l'économie du pays. C'est pour alimenter leurs profits que la dette du pays a gonflé démesurément.

En revanche ceux qui ne peuvent pas faire autrement que payer leurs impôts sont les salariés qui, en plus, payent la crise par la baisse des salaires, la hausse de la TVA, qui pèse très lourd sur les petits budgets et par le chômage : dans le public, des dizaines de milliers de postes, essentiellement précaires, ont été supprimés et, dans le privé, on estime que 250 000 emplois pourraient avoir disparu fin 2011.

S. M.

• Espagne

Les « indignés » lèvent les campements

Un mouvement qui ne fait que commencer

Dimanche 12 juin, les jeunes qui occupaient la place de la Puerta del Sol à Madrid ont décidé de démonter leurs campements, en même temps qu'ils appelaient à une manifestation qui a rempli les rues de la capitale d'un flot de milliers de jeunes et de moins jeunes, joyeux et fiers d'avoir fait bouger les choses. La décision de lever les campements qui s'étaient établis sur les autres grandes places du pays a également été prise.

Au cours du week-end, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes pour clamer devant les mairies le mécontentement de la jeunesse et des classes populaires. Il s'agissait d'avertir les nouvelles équipes municipales, surtout de droite, issues des récentes élections, qu'elles devaient compter avec tous ceux que le mouvement du 15 mai a mobilisés.

C'est désormais dans les quartiers que les choses se

passent. Des assemblées continuent de se tenir pour discuter des actions à venir et préparer les manifestations prévues dans tout le pays le dimanche 19 juin.

Pendant ce temps les tensions et les rivalités entre la droite et la gauche se multiplient. La mise en place de nouvelles mesures antisociales programmées par le gouvernement socialiste de Zapatero se préparent. Des plans de réduction d'effectifs sont prévus



ARC

dans diverses entreprises importantes. Des privatisations sont prévues dans le secteur public.

Il est donc urgent que le monde du travail, encouragé par le mouvement de

protestation « du 15-M », se prépare à faire face à ces attaques qui pourraient aggraver encore la situation des classes populaires.

Henriette MAUTHEY

• Italie

Les référendums des 12 et 13 juin

En finir avec Berlusconi ne suffira pas

Le résultat des référendums tenus en Italie les 12 et 13 juin annonce de nouvelles difficultés pour le gouvernement Berlusconi, entraînant l'annulation de trois séries de mesures mises en œuvre par lui et sa majorité parlementaire.

La conséquence politique immédiate, outre l'abrogation des lois en question, est en tout cas de fragiliser encore la majorité gouvernementale

berlusconienne, composée de son parti, le Peuple de la Liberté (Pdl), mais aussi de la Ligue du Nord, le parti régionaliste et xénophobe d'Umberto Bossi, à qui son alliance avec Berlusconi fait subir le même discrédit et qui est donc de plus en plus tenté de la remettre en cause.

Un prochain vote de confiance, prévu à l'Assemblée, montrera si les voix de la Ligue du Nord sont encore là pour permettre au gouvernement Berlusconi de se survivre. Mais

quoi qu'il en soit, les résultats des référendums, après ceux des élections municipales récentes, redonnent du souffle à l'opposition de centre-gauche et à sa principale composante, le Parti démocrate, qui en avaient bien besoin.

C'est bien là que le bât blesse, car il n'y a aucune illusion à avoir sur ce que peut représenter cette « alternance » de centre-gauche à Berlusconi. Tout ce que ses leaders trouvent à reprocher à celui-ci est de s'occuper

trop de ses propres problèmes et pas assez de ceux de « l'économie » italienne, autrement dit du patronat. Et, pour ne parler que des sujets des référendums, la privatisation des services de l'eau par exemple avait déjà été prévue par le gouvernement de centre-gauche de Prodi, en 2006, dans un esprit de libéralisme économique et de recours au capital privé n'ayant rien à envier à celui de la droite.

Les résultats des référendums traduisent à leur façon

l'opposition à une politique et à des comportements qui ne sont pas propres à Berlusconi, mais aussi en grande partie à cette prétendue alternance de centre-gauche. Et c'est bien le problème qui se pose désormais aux travailleurs et à toutes les couches populaires italiennes : en finir avec Berlusconi ne suffira pas. Il faudra en finir avec la gestion capitaliste de la société et tous les maux qu'elle entraîne en cette période de crise.

André FRY

Quatre sujets bien d'actualité

La loi italienne donne la possibilité d'organiser des référendums d'initiative populaire, à la demande de 500 000 électeurs, ou bien de cinq Conseils régionaux, pour demander l'abrogation d'une loi. En l'occurrence, le vote « oui » signifie donc voter pour l'abrogation et s'opposer à la loi en question.

Les quatre référendums des 12 et 13 juin concernaient deux lois permettant la privatisation de la fourniture de l'eau, ainsi qu'une loi prévoyant la construction de centrales nucléaires et remettant en cause

le référendum de 1987 qui avait déjà interdit cette construction. Enfin la quatrième loi, dite « du légitime empêchement », avait été votée par la majorité berlusconienne pour mettre son chef à l'abri des nombreuses poursuites judiciaires qui le concernent.

Un des enjeux de tels référendums est d'abord d'atteindre le quorum de 50 % des électeurs, en dessous duquel leur résultat n'est pas pris en compte. En effet les référendums organisés ces dernières années ne l'avaient pas atteint. De ce point de vue, les 57 % de participation atteints les 12

et 13 juin témoignent d'une mobilisation de l'électorat, en particulier de l'électorat de gauche, qui confirme celle déjà constatée lors des récentes élections municipales, à Milan et dans plusieurs grandes villes, qui déjà avaient été un revers pour le parti de Berlusconi et ses alliés. Quant au résultat lui-même, il est sans aucune équivoque, le « oui » à l'abrogation ayant atteint entre 94 % et 96 % des voix exprimées.

Les sujets des référendums avaient en eux-mêmes de quoi mobiliser, comme les deux référendums contre les lois permettant la privatisation de

la fourniture de l'eau et l'augmentation de ses tarifs. D'autre part, le référendum contre la construction de centrales nucléaires, venant après l'accident de celle de Fukushima au Japon, correspondait au sentiment répandu que, si un tel mépris de la sécurité avait été possible au Japon, on pouvait s'attendre au pire en Italie. Combien de mensonges, de faux rapports, de pots-de-vin, combien de mafias seraient impliquées dans les travaux en fraudant sur les fournitures, sur la composition du ciment ou d'autres matériaux, et seraient couvertes par des politiciens véreux ? Il suffit

de se souvenir de tous les scandales récents pour l'imaginer et on comprend la méfiance générale qui, dans de telles conditions, entoure les projets nucléaires italiens.

Enfin, le quatrième référendum concernant l'immunité du Premier ministre avait évidemment lui aussi de quoi mobiliser face à l'impudence de Berlusconi, qui continue de déclarer que toutes les poursuites engagées contre lui ne sont que le fruit des complots de juges de gauche, voire « communistes », voulant du mal à un homme aussi providentiel que lui...

A. F.

• Turquie

Les élections du 12 juin

Le gouvernement Erdogan confirmé

D'après les résultats définitifs des élections législatives turques du 12 juin, le parti d'Erdogan AKP (Parti de la justice et du développement) a gagné pour la troisième fois les élections, obtenant presque 50 % des voix et 325 sièges. Il dispose donc de la majorité absolue, mais n'arrive pas aux 330 sièges de la majorité qualifiée qui lui aurait été nécessaire pour pouvoir modifier la Constitution. Le plus grand parti de l'opposition CHP (social-démocrate) obtient de son côté 25,9 % des voix et 135 sièges, et le MHP d'extrême droite 12,9 % avec 53 sièges. La liste de candidats indépendants formée autour du parti pro-kurde BDP (Parti de la paix et de la démocratie) a réussi à faire élire 36 de ses candidats, ce qui est un succès.

L'AKP est souvent défini comme un parti « islamiste modéré ». Il a été fondé en 2001 par des politiciens conservateurs, dont certains issus de partis islamistes et même certains anciens sociaux-démocrates. Face à des partis largement discrédités, il a gagné les législatives de 2002 à peine quelques mois après sa formation, avec 34,3 %, obtenant la majorité des sièges et pouvant donc former un gouvernement du seul AKP. Depuis, il a réussi à gagner toutes les élections en améliorant à chaque fois ses résultats.

Il faut dire que, depuis 2002, les affaires de la bourgeoisie turque vont bien. L'ambition de celle-ci est de se présenter comme une puissance en paix avec ses voisins, musulmans en particulier, dans le cadre de ce que certains appellent « la nouvelle politique ottomane ». La bourgeoisie turque cherche à se placer au centre de l'économie d'une vaste région allant des Balkans à l'Asie centrale et au Moyen-Orient. Les capitalistes turcs font de bonnes affaires, en collaboration avec des capitaux ouest-européens. La stabilité politique du pays

fait que ceux-ci considèrent le pays comme une zone où ils peuvent investir sans risque, en disposant d'une main-d'œuvre pas chère, et à partir de laquelle ils peuvent exporter vers l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Les entreprises turques peuvent ainsi jouer le rôle de relais permettant aux capitalistes occidentaux d'augmenter leur pénétration dans ces régions. Ainsi, la production du secteur automobile turc a augmenté de presque 30 % en 2010 et la croissance a été de 8,9 % pour la même année.

Cette situation économique tranche avec celle des années précédentes et elle explique en grande partie le fait que, contrairement à ses prédécesseurs, le gouvernement et le parti d'Erdogan ne se soient pas discrédités. Il faut ajouter qu'il a su éviter aussi les scandales de corruption à répétition qui avaient marqué tous les gouvernements précédents, et qu'il bénéficie ainsi de l'image d'un parti relativement honnête et bon gestionnaire.



Erdogan au cours d'un meeting électoral, en compagnie de sa femme (voilée !)

Bien sûr, ceux qui profitent de cette situation sont avant tout les capitalistes turcs. Les grandes sociétés et les banques battent des records de profits. La population ne bénéficie que de quelques retombées, mais celles-ci suffisent pour que l'AKP apparaisse comme un parti un peu plus soucieux du sort de la population, un peu moins méprisant que les autres, ce qui à vrai dire n'est pas très difficile. Quant aux travailleurs, leur situation ne s'améliore guère. Par exemple, même d'après les chiffres officiels, 810 travailleurs ont été tués à la suite d'accidents du travail

durant les six premiers mois de l'année 2010. Cela fait presque trois morts d'accident du travail par jour. Autre exemple, plus de 12 millions de travailleurs, c'est-à-dire presque la moitié des salariés, ne sont pas déclarés.

Au lendemain des élections, Erdogan a pu triompher, s'appêtant à affronter sa troisième législature au service de la bourgeoisie turque. Mais il serait temps que les travailleurs turcs, qui sont à l'origine de la richesse du pays, exigent d'avoir leur dû. Ils n'attendent peut-être pas encore des années.

Julien SILVA

• L'augmentation des salaires, **Une nécessité pour les travailleurs**



Sur les 175 branches professionnelles de plus de 5 000 salariés, 48 ont une grille de salaire qui commence en dessous du smic. Cela concerne au total 2,4 millions de personnes, et un salarié sur quatre, selon le journal *Les Échos*, qui publie cette information. Lors de la prochaine revalorisation automatique du smic, annoncée pour juillet prochain par Christine Lagarde, en raison du regain actuel de l'inflation, le nombre augmentera encore : dans 124 de ces branches, les premiers coefficients des grilles salariales

seront alors inférieurs au smic, et cela concernera 8,5 millions de personnes, soit 75 % des salariés.

Le non-respect du smic dans les accords de branche constitue pourtant une infraction pénale. L'employeur qui verse des salaires inférieurs au smic est passible, en vertu d'une loi de 2008, d'une amende de 1 500 euros pour chaque salarié rémunéré dans les conditions illégales. Cela, en principe. Mais en fait le gouvernement a repoussé au 1^{er} janvier 2013 l'entrée en vigueur

des sanctions prévues par la loi pour les branches en infraction, et ce sont donc les travailleurs qui sont pénalisés.

Mais qui peut vivre aujourd'hui avec un salaire de 1 070 euros, niveau actuel du smic mensuel net pour un salarié employé à temps plein ? Et que dire de ceux qui ne touchent même pas ce minimum soi-disant légal parce que, par exemple, leur patron leur impose le temps partiel ou parce que, comme les trusts de la grande distribution, il triche sur le compte des heures ?

En raison de l'avidité des patrons, du blocage des salaires et de la hausse des prix, tous les salariés sont, lentement mais sûrement, tirés vers le bas.

Dans le même temps, les profits des grandes entreprises, les dividendes de leurs actionnaires et les salaires de leurs dirigeants atteignent des sommets.

Une augmentation générale et substantielle des salaires, protégés contre l'inflation par leur indexation automatique sur les prix, est non seulement possible, elle est surtout, pour les travailleurs, une nécessité vitale.

Jean-Jacques LAMY

Plus il y a d'élèves, moins il y a d'enseignants



600 élèves supplémentaires attendus dans le premier degré en septembre, 77 postes d'enseignants supprimés, c'est une arithmétique que les enseignants parisiens refusent, et ils l'ont fait savoir lors d'un rassemblement devant le rectorat de Paris le 14 juin.

Aucune ouverture de classe nouvelle n'est prévue, le rectorat donnant la priorité aux économies budgétaires. Les enfants seront donc entassés à

plus de trente élèves par classe, et l'enseignant aura moins de temps à leur consacrer individuellement pour les aider dans les apprentissages de base. Comme, en plus, 27 des postes supprimés touchent les Rased, ces réseaux d'aide pour les élèves en difficulté, les élèves les plus faibles risquent de décrocher un peu plus. Par ailleurs, 33 postes de titulaires remplaçants vont aussi sauter, aggravant encore le problème

d'élèves sans professeurs qui s'était déjà posé cette année.

La situation de l'académie de Paris n'est qu'un exemple de ce qui se passe sur l'ensemble du pays. En s'en prenant à un service public indispensable, afin de mieux servir les possédants et les plus riches, le gouvernement choisit de compromettre l'avenir d'une partie de la jeunesse.

Marianne LAMIRAL

Notre camarade Régis HARLÉ



Régis Harlé est parti le 12 juin 2011, des suites d'un cancer du cerveau. Né en septembre 1953, Régis, que nous appelons Vany, a commencé à militer avec nous quand il est entré à la Caisse d'allocations familiales de Paris en 1975, avant de rejoindre celle du Val-de-Marne à Créteil où il avait été muté il y a une quinzaine d'années.

À la CAF de Créteil, il était secrétaire du syndicat CGT. Il défendait ses collègues contre la direction et organisait des débrayages avec les autres syndicats contre ses mauvais coups. Il animait son comité de locataires.

Joyeux, aimant plaisanter, toujours de bonne humeur, Régis aimait le cinéma, la musique, les bons repas en famille et avec les copains.

Militant actif et dévoué, il

s'était présenté à différentes élections législatives et municipales. La dernière fois, c'était aux législatives dans le Vaucluse en 2007.

Régis défendait partout les idées du communisme, tant dans son entreprise qu'autour de lui.

Les premiers symptômes de la maladie étaient apparus en juillet 2009. Ces derniers mois furent terribles pour notre camarade, sa compagne et ses deux enfants.

Régis nous rend très tristes de son absence. Toutes nos pensées vont à sa compagne, à ses enfants Boris et Chloé et à sa famille. Nous ne l'oublierons pas !

Ses obsèques auront lieu samedi 18 juin à 10 h au Crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

• Corrèze **Tempête dans un verre de gentiane**

Les paroles de Jacques Chirac affirmant son intention de voter pour François Hollande en 2012, si Juppé ne se présentait pas, auront fait couler beaucoup d'encre, au lendemain de sa visite dans le musée présidentiel corrézien de Sarran, en compagnie de son candidat de voisin.

S'agissait-il d'une fantaisie d'un président à la retraite ? D'un petit plaisir personnel à jeter un pavé dans la mare, côté UMP ? D'une pierre dans le jardin de sa fille et directrice de communication, Claude Chirac ? D'une pique visant Sarkozy ? D'« humour corrézien », comme le suggèrent les deux intéressés ? Ou, au contraire, comme le prétendent peu

charitablement ses amis, de sénilité et de confusion mentale chez un « vieux monsieur » passablement sourd et un peu absent ?

La seule démonstration de quelque intérêt dans cet abracadabrantesque enchaînement de déclarations à propos d'un épisode mineur de la vie politique corrézienne, c'est celle de la proximité, de la ressemblance, voire de l'interchangeabilité d'hommes politiques de droite ou du Parti socialiste, qui se montrent ensemble à tu et à toi, et sur lesquels on peut compter pour qu'ils se concurrencent au service... des mêmes intérêts bourgeois.

Viviane LAFONT

• SNCF – Lyon

Cheminots et usagers, mêmes trains, mêmes intérêts



Vendredi matin 10 juin, à l'appel de cinq organisations syndicales, une centaine de cheminots accueillait les voyageurs de l'Ouest lyonnais aux gares de Gorge-de-Loup et de Saint-Paul. Objectif: distribuer un tract et discuter avec les usagers des projets de la SNCF et de la Région Rhône-Alpes.

En effet un tram-train serait mis en place sur les trois lignes de l'Ouest lyonnais: celles reliant la gare Saint-Paul de Lyon aux communes de Saint-Bel, Lozanne et Brignais. Mais si la SNCF, dans un dépliant, parle d'« une nouvelle offre de

services », elle évoque aussi « un nouveau modèle d'exploitation opérationnelle », sans plus de précisions. Et c'est là que le bât blesse.

Les rames du tram-train auraient une plus grande capacité, certes, mais avec bien plus de places debout qu'assises. Elles ne comporteraient plus de toilettes. Les conducteurs ne seraient plus formés en un an, mais en seulement 67 jours.

En plus, la SNCF envisage que la présence permanente d'un contrôleur ne soit plus assurée dans chaque rame. Selon les syndicats et des associations

d'usagers, cela ne pourra que favoriser un développement de l'insécurité à bord et réduire l'assistance en cas de situation perturbée.

L'objectif réel, mais non avoué, de la SNCF, est de réduire les emplois nécessaires et d'exploiter des salariés moins formés et moins payés. Et c'est ce que les cheminots refusent, tout en sollicitant le soutien des usagers. Car il est clair qu'eux aussi n'ont pas intérêt à laisser la SNCF dégrader leurs conditions de transport et leur sécurité.

Correspondant LO

• Précaires, sous-payés mais indispensables

Les médecins étrangers se mobilisent

Mercredi 15 juin, les médecins étrangers, ainsi appelés parce qu'ils n'ont pas le diplôme français, ont manifesté devant le ministère de la Santé pour protester contre la mise en place d'un concours obligatoire, à compter de décembre prochain, pour leur permettre de continuer à exercer en France.

Cela fait des années que des milliers de médecins étrangers travaillent dans les hôpitaux, où ils pallient la pénurie de médecins français. Ils y assurent des tâches parmi les plus lourdes, comme les gardes de nuit, les urgences ou les périodes de vacances, et bien des directeurs d'hôpitaux savent que leurs établissements ne fonctionneraient que difficilement sans eux. Leur compétence n'est pas mise en cause puisqu'on leur confie les malades, mais

la non-reconnaissance de leurs diplômes étrangers en fait des médecins de seconde zone, entre autres pour leurs salaires, inférieurs parfois de moitié à ceux de leurs collègues français, et leurs contrats de travail précaires, au bout desquels ils peuvent être remerciés sans délai.

Cette situation ne date pas d'hier et les médecins étrangers avaient su obtenir quelques améliorations. En 1995, Simone Veil leur avait accordé l'équivalence de leurs diplômes puis Kouchner, en 1999, en avait régularisé plus de 7000 tout en bloquant l'embauche de médecins venant de pays hors de l'Union européenne à compter de 2002. Mais, les besoins des hôpitaux restant toujours aussi importants et étant même accrus par la politique d'austérité menée dans le domaine de la santé par tous les gouvernements, de droite comme de

gauche, des médecins étrangers travaillaient toujours aussi nombreux dans les hôpitaux.

Aujourd'hui, ce serait donc à près de 6200 médecins étrangers que le ministère de la Santé demande de passer un concours pour valider leurs compétences. Mais ce concours n'ouvrira que... 200 postes par an et, pour tous les autres, ce sera donc l'interdiction pure et simple d'exercer leur métier.

Devant les protestations des médecins étrangers et des syndicats, le ministère dit suivre le dossier de près et être en concertation régulière avec ces derniers. Avec un Xavier Bertrand ministre de la Santé, les médecins étrangers ont bien raison de se méfier et de ne compter que sur leur mobilisation pour continuer à travailler dans les hôpitaux.

Cédric DUVAL

• Martinique

Une grève du secteur de la Santé

Mercredi 8 juin, en Martinique, l'ensemble des syndicats de la santé ont appelé les travailleurs des hôpitaux, des maisons de retraite et du médico-social à une grève de 24 heures d'avertissement pour exiger du ministère, de l'ARS et des directeurs le respect de leurs engagements sur les points revendicatifs suivants:

- Application sans délai du nouveau coefficient géographique dû aux surcoûts éloignement et à la prime de vie chère à 30,4%, au lieu des 25% actuels;
- Aide exceptionnelle de l'État sur les cinq ans d'attente de cette revalorisation;
- Respect des plans d'intégration des contractuels signés en mars 2009 pour cinq ans;
- Maintien des activités dans le secteur public;
- Mise aux normes sismiques des bâtiments sanitaires et médico-sociaux.

La situation des hôpitaux est en effet très critique. Tous les grands centres hospitaliers ont des déficits allant de 10 à plus de 20%. Or le ministère, en 2011, a imposé une baisse des recettes de presque tous les hôpitaux et ne respecte pas ses engagements de revalorisation du coefficient.

Aucun des fournisseurs du CHU ne veut lui livrer des médicaments, car non payés depuis un an environ. Résultat, la direction du CHU a dû procéder à du troc entre la Guadeloupe, la Guyane et la France pour avoir certains médicaments. Et ce qui se passe pour les médicaments se passe aussi pour les aliments, pour le petit matériel.

À cela s'ajoutent les restructurations, les transferts d'activités, les suppressions d'activités. Ces modifications sont décidées unilatéralement, sans concertation des professionnels du terrain, et s'accompagnent d'inquiétudes, de stress, d'angoisse au sein du personnel. Ces restructurations, entrant dans le cadre de la loi Bachelot, sont présentées par le directeur de l'ARS comme absolument nécessaires pour faire des économies, mutualiser

les moyens du fait de la pénurie de certains professionnels médicaux.

L'objectif de l'ARS est de fusionner les trois principaux centres hospitaliers MCO de la Martinique, en un seul CHU de la Martinique qui devra prendre naissance en janvier 2012. Il sera composé du CH de Trinité (où la chirurgie a été supprimée), de la Cité hospitalière de Mangot-Vulcin, nouveau centre hospitalier qui remplace l'ancien du Lamentin et qui ne devra faire que de la chirurgie programmée, et où l'obstétrique et la pédiatrie ont été supprimées et le CHU actuel.

Cette fusion est prévue pour le premier trimestre 2012 car, aux dires des dirigeants, l'étape intermédiaire devra durer le moins de temps possible. Car la nouvelle ventilation des activités risque de produire des dégâts financiers. La grève d'avertissement du 8 juin sera suivie d'une autre grève à compter du 27 juin, si le ministère ne donne pas de réponses satisfaisantes à la date du 19 juin sur les revendications qui sont de son ressort. C'est en tout cas le sens du préavis déjà déposé.

Correspondant LO

• Decathlon

Un cadre qui déclare forfait

Decathlon, chaîne de magasins d'articles de sport contrôlée par la famille Mulliez –propriétaire aussi d'Auchan, Leroy-Merlin, Saint-Maclou, Flunch etc, à la tête d'une des plus grosses fortunes de France – vient de lancer une campagne de recrutement de seniors. L'entreprise n'arriverait pas, en raison de son « image jeune », à embaucher des plus de 50 ans,

En fait d'image jeune, le hasard a voulu que France 2 diffuse le 8 juin, dans un reportage consacré au travail

des cadres, le témoignage d'un ancien – mais jeune – chef de rayon d'un magasin Decathlon. Travaillant de 60 à 80 ou 90 heures par semaine, il était payé 1700 euros mensuels au forfait – donc sans paiement d'heures supplémentaires – soit 6 ou 7 euros de l'heure, c'est-à-dire en dessous du smic.

On comprend que, dans ces conditions, les seniors ne se battent pas pour se faire embaucher chez Decathlon, et que les jeunes n'y fassent pas de vieux os...

Jean-Jacques LAMY

• Syrie

Malgré la répression Une mobilisation qui continue

En ce début juin, l'armée syrienne a étendu au nord du pays une opération militaire destinée à mater la révolte de la population contre la dictature de Bachar Al-Assad. Le bilan des presque trois mois de révolte atteint maintenant 1 400 morts et 10 000 arrestations.

Dimanche 12 juin, après que des chars ont bombardé la ville de Jisr al-Choughour, des soldats sont entrés dans cette ville de 50 000 habitants située au nord-ouest de la Syrie. Comme d'habitude, le pouvoir prétend en chasser des « groupes armés » opposés au régime. En réalité, il n'y avait pas grand monde dans les rues, car la population avait déjà fui les bombardements. Selon un témoin, les forces de répression ont brûlé les récoltes avec des tirs incendiaires et tué le bétail. Dans la ville, les épiceries et supermarchés ont été pillés et les bâtiments publics dévastés.

Des milliers de personnes ont fui vers la Turquie voisine, où près de sept mille réfugiés syriens sont déjà hébergés dans des villages de tentes. Ces réfugiés expliquent avoir été témoins de dissensions au sein des troupes chargées de réprimer les habitants de Jisr Al-Choghour. Quatre chars auraient fait défection.

Un colonel syrien, Hus-sen Harmousch, déserteur lui aussi réfugié en Turquie, a déclaré à l'AFP que des groupes de soldats ont déserté avec lui. Ils auraient tenté de retarder l'arrivée des troupes pour permettre à la population de fuir. Ce militaire dit avoir quitté l'armée en raison des « attaques contre des civils innocents » et des consignes données à l'armée de faire taire ceux qui manifestent, même s'ils le font pacifiquement. « Je n'ai pas accepté les ordres, a-t-il expliqué. Mais j'ai vu les tanks, l'artillerie, les hélicoptères faire feu. L'armée syrienne tue des civils, et

chasse les gens de leur maison. » Selon lui, d'autres officiers et soldats voudraient faire défection, mais ils ont peur des représailles contre eux et leurs familles. Ce qui n'empêche pas la dictature de dénoncer les groupes armés qui affrontent, une branche de rameau à la main, un régime qui n'a aucun scrupule à leur tirer dessus.

Les grandes puissances, États-Unis et Europe, continuent d'être embarrassées par la situation en Syrie. Elles se sont jusqu'à présent bien accommodées du régime de Bachar Al-Assad qui, malgré les apparences, leur a rendu bien des services dans la région. Celui-ci, malgré leurs conseils de s'orienter vers un simulacre de transition démocratique, s'engage dans une répression de plus en plus violente. Mais, au cas où il s'écroulerait, les grandes puissances s'inquiètent de ce qui pourrait le remplacer, aucune alternative n'apparaissant de façon évidente.

Alors, elles en sont réduites à des déclarations platoniques de condamnation afin que, si le régime tombe, on ne puisse pas dire qu'elles l'ont soutenu jusqu'au bout. Et, s'il ne tombe pas, elles n'auront pas perdu toute possibilité de continuer de collaborer avec Assad.

En attendant, la population syrienne continue de se battre contre la dictature, quoi qu'il lui en coûte. Et c'est d'abord de cette mobilisation que peut dépendre son avenir.

Jacques FONTENOY

• Côte d'Ivoire

La population reste soumise à l'insécurité et au racket

Depuis la fin officielle de la guerre civile opposant Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara pour la présidence de la Côte d'Ivoire, ce dernier multiplie les beaux discours sur la paix et la réconciliation nationale. Mais la population reste exposée à la loi des bandes armées, plus particulièrement des FRCI (Forces républicaines de Côte d'Ivoire, favorables à Ouattara). À ce sujet, nous extrayons plusieurs témoignages du dernier numéro du mensuel *Le pouvoir aux travailleurs*, édité par nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes. Ils montrent que les populations pauvres continuent d'être rackettées et assassinées. Mais, visiblement, les nouveaux dirigeants ne se sentent pas concernés, trop occupés qu'ils sont à se partager les postes donnant accès à la mangeoire et aux caisses de l'État.

Dans certains quartiers d'Abidjan, de même que dans les villages du département d'Alépé et Anyama, les exactions continuent. Les habitants d'Ahoué sont quotidiennement menacés par les FRCI sous prétexte de rechercher des armes cachées. Ils pillent les maisons des villageois. D'autres sont battus à sang. (...) À N'zeugui, les populations ont abandonné leur village pour se réfugier dans la brousse et dans des campements. Depuis plus d'un mois, des éléments des FRCI ont élu domicile dans ce village. Ils pillent les maisons, frappent et enlèvent des jeunes qui refusent de coopérer avec eux. (...)

Un chauffeur de wôrô wôrô (taxi collectif) à Abobo Derrière-Rail raconte: « Les FRCI font le barrage matin et soir. Quand ils nous arrêtent, ils ne contrôlent pas nos papiers mais demandent de l'argent. Souvent je donne 300 ou 500 francs CFA. » Un autre chauffeur de car faisant Abidjan-Agboville est arrêté à un barrage. Son apprenti voulait présenter les papiers, mais le chauffeur énervé lui a dit: « Ce n'est pas la peine, donne-leur 200 F, on va partir! » Ces FRCI prennent aussi l'argent des passagers. Ils sont organisés en petites bandes éparpillées à travers la ville, qui contrôlent chacune une zone. Chaque bande rackette de la façon la plus brutale les petits vendeurs et commerçants qui s'y trouvent. (...)

Dans la zone industrielle de

Une manifestation à Abidjan, le 30 mars dernier.



nantes.indymedia.org

Yopougon (Abidjan) le travail reprend progressivement, mais le problème de l'insécurité n'est toujours pas résolu. Un travailleur raconte: « La semaine dernière trois de nos collègues ont subi des brimades des éléments des FRCI. Le premier venait au travail lorsqu'il a été interpellé au carrefour Ivograin. Ils lui ont demandé de présenter sa pièce d'identité, ce qu'il a fait. Mais l'un des éléments des FRCI, estimant qu'il avait présenté sa pièce de loin, a carrément tiré deux coups de feu entre ses jambes. Notre collègue est sain et sauf, mais traumatisé par la scène qu'il vient de vivre.

« Le deuxième, au même endroit, a lui aussi été interpellé pour les mêmes raisons. Lorsqu'il a présenté sa pièce, l'élément la lui a arrachée, l'a mise dans la bouche et l'a mâchée. Ensuite, il l'a accusé d'être un milicien et lui a écrasé l'orteil avec la crosse de son fusil.

« Le troisième a présenté sa pièce. Il s'avère qu'il est Guéré (ethnie de l'ouest de la Côte

d'Ivoire où il y a eu de nombreux massacres). L'élément des FRCI l'a automatiquement traité de milicien. Il lui a ordonné de se coucher et a enlevé le cran de sécurité de son fusil, malgré le fait que le collègue répétait qu'il était un travailleur depuis sept ans sur la zone industrielle et qu'il n'avait rien à voir avec toute cette histoire. Un autre élément des FRCI est intervenu en sa faveur, et c'est à ce dernier qu'il doit son salut.

« Ces exemples ne sont pas des cas isolés. Il y a deux jours, deux personnes ont été tuées non loin du marché Micao, devant l'entreprise SIP. (...) Trois semaines avant, un ouvrier de Ghandour, accusé d'être un milicien, a été tué. Sur indication, les FRCI sont allés le chercher jusque sur son lieu de travail (...). Son cadavre a été retrouvé près du lac.

Un jour de la même semaine, je partais au travail lorsque je suis tombé sur des éléments des FRCI qui étaient en train de brûler des corps. C'était horrible. »

Nathalie ARTHAUD dans les médias



Vendredi 17 juin à 21 heures
sur I-Télé,
elle sera l'invitée d'ÉLYSÉE 2012

Au sommaire de

LUTTE DE CLASSE N° 136 (mai-juin 2011)

• France

Dérisoires rivalités électorales sur fond de crise

• Côte d'Ivoire

Par la grâce de l'impérialisme français, le clan Ouattara s'installe au pouvoir

• Haïti

Après l'élection présidentielle

• Guinée

Une présidentielle ne fait pas la démocratie

• Il y a 140 ans

Avec la Commune de Paris, les ouvriers parisiens inventaient la première forme concrète de pouvoir ouvrier

Prix: 2 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,58 euro